



DECLARATION CONJOINTE

de la Croix-Rouge malienne (CRM),
du Comité international de la Croix-Rouge (CICR)

et

de la Fédération Internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
(FICR)

sur

La réponse du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge aux
conséquences humanitaires du conflit armé et des attaques armées survenues le 25
avril 2026 dans plusieurs villes du Mali

08 mai 2026

CONTEXTE ET BESOINS

Le Mali fait face depuis plusieurs années à un conflit armé caractérisé par des affrontements entre les Forces maliennes de défense et de sécurité et des groupes armés non étatiques. Localisé depuis 2012 dans les régions du nord du pays, le conflit s'est peu à peu étendu dans d'autres régions notamment dans le sud, avec pour conséquence la mise en place de blocus autour de certaines villes. Les effets de ces affrontements et incursions des groupes armés combinés aux conditions climatiques de plus en plus drastiques ont entraîné des besoins multiformes pour plus de six millions de Maliens. Parmi eux, on dénombre plus de 400'000 déplacés internes ayant besoin d'une assistance humanitaire.

Cette situation a connu une escalade le 25 avril 2026, lorsque des groupes armés non étatiques ont mené des attaques généralisées contre des positions tenues par les Forces maliennes de défense et de sécurité dans plusieurs villes du nord, à Kidal, Gao et Ménaka, mais aussi au centre à Mopti et Konna ainsi qu'au sud à Bamako et Kati. Ces groupes ont occupé la ville de Kidal et continuent de mettre la pression sur les Forces armées maliennes dans les autres régions du pays.

Ces attaques n'ont pas expressément visé les populations civiles même si elles en ont aussi été victimes, mais elles accentuent la vulnérabilité de celles-ci dans des régions souvent sans accès et où manquent les denrées de première nécessité.

Si un calme relatif est revenu dans la capitale, les populations ressentent une véritable tension par rapport à la situation. De plus, dans les régions du nord et du centre, un climat d'incertitude domine les esprits. Un élément important à prendre en compte est la question des blocus de

villes ; déjà bien présents dans des villes comme Ménaka ou Léré, ils se renforcent maintenant à Gao, Mopti et Tombouctou mais aussi à Bamako où après la question du carburant, un blocus plus global est annoncé. Ces blocus affectent non seulement la situation socio-économique mais aussi énergétique de millions de Maliens et pourraient aussi amener à des situations de tensions et de violence.

Enfin, cette nouvelle situation restreint encore davantage l'accès des humanitaires aux personnes vulnérables. Dans un contexte sécuritaire déjà instable, cela pourrait conduire à une aggravation des besoins, exacerbant ainsi une situation humanitaire déjà alarmante. Face à ces défis, la CRM et tous les partenaires du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (Mouvement) présents au Mali, notamment le CICR, la FICR et les Sociétés nationales participantes présentes au Mali continuent de travailler en étroite collaboration pour fournir une assistance humanitaire et mettre en œuvre d'autres programmes et services vitaux, tout en renforçant la capacité de la CRM à gérer ses besoins en matière de ressources.

LA REPONSE COLLECTIVE DU MOUVEMENT

Les partenaires du Mouvement réaffirment l'importance de coordonner les efforts déployés pour faire face à la situation humanitaire au Mali, particulièrement dans les régions touchées par le conflit armé.

Dans ces régions, au cours des dernières années, les partenaires du Mouvement ont mené des opérations d'assistance multiforme, avec notamment la distribution d'articles ménagers de première nécessité, la construction ou la réhabilitation de points d'eau potable, la fourniture d'un appui aux centres de santé et la mise en œuvre de programmes de soutien à l'agriculture et à l'élevage.

Les partenaires se tiennent prêts à adapter leur réponse en fonction de l'évolution des besoins, de l'accès et des conditions de sécurité. Actuellement, tous les mouvements et sorties sur le terrain des partenaires du Mouvement sont restreints et font l'objet d'une analyse de sécurité au cas par cas. Les bureaux du CICR et de la CRM à Kidal ont subi des pillages, et les assaillants ont également emporté des véhicules et des dossiers de la CRM, ce qui suscite de graves inquiétudes.

A travers ses structures régionales et locales, la CRM, avec le soutien de ses partenaires et en coordination avec les autorités, a régulièrement évalué les besoins humanitaires des personnes affectées. Elle a mené des activités humanitaires en continu sur tout le territoire pour répondre aux besoins tant des personnes déplacées que des communautés d'accueil. La CRM est soutenue par le CICR et la FICR, ainsi que la Croix-Rouge Danoise, la Croix-Rouge Espagnole, la Croix-Rouge Néerlandaise, la Croix-Rouge du Belgique, la Croix-Rouge Canadienne et la Croix-Rouge Luxembourgeoise, et Norvégienne.

Le CRM assure un partage régulier d'informations au sein de la Société nationale ainsi qu'avec les partenaires du Mouvement et les partenaires externes. Un plan de contingence multirisques a été activé afin d'orienter les mesures de préparation et de réponse. Des équipes d'urgence ont été mobilisées à Bamako, avec six équipes déployées par localité, ainsi que des déploiements additionnels à Mopti (3 équipes), Gao (1 équipe) et Kidal (3 équipes), tandis que l'analyse des besoins se poursuit. Par ailleurs, dans plusieurs localités du pays, les volontaires ont effectué des dons de sang afin de soutenir les éventuels besoins sanitaires liés à la situation.

A Kidal les volontaires de la CRM ont procédé à la collecte et enterrement digne et sécurisée des plusieurs dépouilles mortelles à travers la ville suite aux événements du 25 Avril. Une

évaluation des besoins est également en cours à Kati, Mopti, Kidal, Kayes et Tessalit pour faire face aux besoins urgents des populations affectées y compris les migrants.

Le CICR a fourni des articles essentiels à plusieurs structures de santé de Bamako/Kati, Gao et Mopti pour la prise en charge des blessés des attaques du 25 avril dont :

- 2 kits complets de fournitures d'urgence ainsi que du matériel médical à l'hôpital de Kati et à la polyclinique des armées de Kati, chaque kit permettant la prise en charge de 25 à 50 personnes ;
- 10 kits de secours et autres articles médicaux à l'hôpital Gabriel Touré (5) et à l'hôpital du point G (5), composé de matériels de pansement, de gants chirurgicaux, de liquide intraveineux, de matériels d'injection, et de médicaments (antibiotiques et antalgiques) ;
- 72 kits individuels, à l'hôpital de Mopti, composés de médicaments et d'équipements divers tels que des gants ;
- 30 kits individuels à l'hôpital de Gao, composés de médicaments et d'équipements divers tels que.

Les équipes médicales du CICR basées à Mopti et Gao continuent de prêter main forte aux chirurgiens en poste dans les hôpitaux régionaux pour assurer la prise en charge des blessés. En parallèle, le CICR poursuit son dialogue bilatéral et confidentiel avec les différentes parties au conflit, y compris les groupes armés, afin de leur rappeler les règles essentielles du droit international humanitaire, notamment leur obligation de protéger les civils, les blessés, les détenus, le personnel médical, les structures de santé et les travailleurs humanitaires.

La FICR, et les Sociétés nationales participantes présentes au Mali poursuivent leur accompagnement à la CRM, en particulier à travers l'analyse sécuritaire, la planification de contingence et le renforcement des mécanismes de coordination et de préparation opérationnelle.

La FICR apporte son appui à la CRM dans la mise en œuvre du plan de contingence et examine les différents mécanismes opérationnels disponibles, en commençant par l'activation éventuelle d'un DREF, puis, en fonction de l'évolution de la situation et des résultats des évaluations des besoins, le lancement potentiel d'un Emergency Appeal. Les Sociétés nationales participantes présentes au Mali explorent également des possibilités de financements complémentaires, notamment à travers des mécanismes de « crisis modifiers » et de financements additionnels (« top-up funding »).

Suite à ces événements, les besoins des populations, notamment en matière de denrées alimentaires, de carburant et d'autres commodités, pourraient connaître une augmentation significative, la situation demeure volatile et pourrait évoluer rapidement en cas de détérioration du contexte. Dans cette perspective, l'activation d'un DREF imminent pourrait être envisagée pour soutenir les premières actions de préparation et de réponse. Si la situation venait à se dégrader davantage et à entraîner une augmentation substantielle des besoins humanitaires, une réponse DREF de plus grande ampleur, voire un nouvel appel d'urgence complexe, pourrait être nécessaire.

LA COORDINATION MOUVEMENT

Les partenaires du Mouvement ont décidé de renforcer les mécanismes de coordination définis dans l'Accord de coordination du Mouvement signé le 11 novembre 2025 en s'appuyant sur l'Accord de Séville. L'objectif est d'améliorer la coordination des opérations humanitaires

suite aux récents événements survenus le 25 avril 2026, ainsi que d'anticiper les développements futurs dans le pays. Ce renforcement des mécanismes s'inscrit dans un esprit de collaboration, d'inclusion et de soutien mutuel. Il vise aussi à tirer parti des mandats, de l'expertise et des capacités distinctes et complémentaires des partenaires du Mouvement au Mali, renforçant ainsi l'impact et le positionnement collectif du Mouvement.

Le lundi 27 avril, une réunion de coordination opérationnelle du Mouvement s'est tenue avec la participation des secrétaires généraux de l'ensemble des branches régionales. Cette rencontre a permis de renforcer les mécanismes de coordination interne et d'assurer une harmonisation des approches entre les différents acteurs du Mouvement. À l'issue des échanges, il a notamment été convenu de réactiver les groupes de travail techniques, en particulier ceux relatifs à la sécurité, à la communication et à la gestion des catastrophes, afin de soutenir une préparation et une réponse coordonnées face à l'évolution de la situation. Lors du mini-sommet du 29.04.2026, les 3 partenaires ont activé le dispositif prévu par l'Accord de Séville 2.0 en désignant la CRM comme facilitatrice et le CICR comme co-facilitateur pour une période initiale de deux (2) mois. Cette période pourra être prolongée, avec l'accord des parties prenantes, si l'évolution de la situation l'exige ou en cas de détérioration significative du contexte. À l'issue de cette période initiale, et en l'absence d'une détérioration significative de la situation, les mécanismes de coordination prévus dans l'Accord de coopération au sein du Mouvement, signé le 11 novembre 2025, seront rétablis. Cette décision fait suite à des discussions internes menées au regard des critères d'activation, tout en tenant compte de l'existence de mécanismes de coordination déjà bien établis. Toutefois, la situation demeure évolutive et pourrait se détériorer rapidement.

La CRM et le CICR travaillent en étroite coordination pour assurer la sécurité des volontaires et du personnel du Mouvement, et collaborent avec la FICR et les Sociétés nationales participantes présentes au Mali pour avoir la même compréhension du contexte. Des évaluations des besoins seront réalisées dans les zones touchées pour élaborer un plan de réponse du Mouvement. Sa mise en œuvre nécessitera des ressources additionnelles de la part des partenaires du Mouvement.

En raison de la complexité et de la sensibilité de la situation, le Mouvement privilégie une approche réactive et discrète dans sa communication publique et se référera aux lignes directrices sur la coordination de la communication du Mouvement au Mali, qui figurent en annexe à l'Accord de coordination.

Il sera important pour tous les partenaires d'accompagner et de soutenir la CRM dans son rôle, une crise comme celle-ci étant l'occasion de renforcer non seulement les capacités de la Société nationale, mais aussi son image dans son pays comme à l'étranger.

Au nom de l'ensemble du Mouvement, la CRM, le CICR, la FICR et les Sociétés nationales participantes présentes au Mali remercient les Sociétés nationales pour leur soutien sans faille.

Bamako, le 08 mai 2026

Assitan Coulibaly

Présidente

Croix-Rouge malienne



Pape Moussa Tall

Chef de Délégation

Fédération Internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge



Nicolas Lambert

Chef de Délégation

Comité international de la Croix-Rouge



